

**DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE  
PORTANT SUR LA MISE EN PLACE D'APPEL A PROJETS 2024 - « MOBILITE INTERNATIONALE SORTANTE MOYENNE  
DUREE POUR ACTIVITE DE RECHERCHE »**

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE, EN SA SEANCE DU 20 OCTOBRE 2023,**

Vu le code de l'éducation ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu le décret 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, notamment ses articles 2, 3, 7, 10 et 11 ;

Vu l'arrêté du 26 février 2019 pris en application de l'article 11-1 du décret no 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret no 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 11 Octobre 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret no 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret no 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu le décret n°2020-1527 du 7 décembre 2020 portant création de l'Etablissement Public Expérimental Université Clermont Auvergne ;

Vu les statuts de l'UCA ;

**PRESENTATION DU PROJET**

Le projet CAP 20-25 labellisé I-Site a pour objectif de concevoir « des modèles de vie et de production durables ». Le projet a pour vocation de faire rayonner et rendre attractif le site à l'international.

Pour soutenir l'internationalisation du site, un appel à projets pour la mobilité internationale sortante moyenne durée, de deux mois minimums à trois mois maximum (soit 60 à 89 nuitées) et financé par l'I-Site, est organisé. Cet appel vise à soutenir les missions individuelles dans le cadre d'un projet de recherche des chercheurs, des enseignants-chercheurs, ainsi que celle des personnels ingénieurs d'études et de recherche rattachés, sous statut titulaire, contractuel ou vacataire, aux unités de recherche de l'UCA ou aux établissements membres du consortium CAP 20-25.

Vu la présentation de Monsieur le Président de l'Université Clermont Auvergne ;

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

Pour l'exercice 2024, l'appel à projets « Mobilité internationale sortante moyenne durée pour activité de recherche » prévoit un financement sur le budget I-Site géré par la DRIF pour les missions à l'étranger, comprenant une participation forfaitaire aux frais de séjour et une participation forfaitaire aux frais de transports.

La participation forfaitaire aux frais de séjour, financée sur le budget I-Site géré par la DRIF, est définie comme suit : en fonction du pays de destination et de la durée du séjour, elle se base sur les taux d'indemnités journalières dans le cadre d'une mission à l'étranger fixés par le Ministère. Un taux d'abattement sera effectué sur l'indemnité journalière de mission par pays à partir de 2 nuitées dans le pays étranger.

Ces taux d'abattement sont :

- **De la 3ème à la 14ème nuitée de séjour** : 50% (soit 50% versement du montant de l'indemnité journalière (IJ) délivrée par le Ministère)
- **De la 15ème à la 59ème nuitée de séjour** : 80% (soit versement de 20% du montant de l'indemnité journalière (IJ) délivrée par le Ministère)
- **Plus de 60 nuitées** : 85% (soit versement de 15% du montant de l'indemnité journalière (IJ) délivrée par le Ministère)

L'agent est remboursé de ces frais de séjours sur présentation des justificatifs suivants les montants décrits ci-dessus.

Concernant la participation aux frais de transports : la DRIF, sur le budget I-Site, participe financièrement aux frais de transport, au vu des justificatifs de dépenses réellement engagées. L'agent est remboursé à hauteur des frais réellement exposés, dans la limite des plafonds par groupe de pays définis ci-après :

<b>Groupe 1 : Pays de la région européenne</b> Andorre, Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bosnie, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Islande, Kosovo, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Malte, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Rép. Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Slovénie, Slovaquie, Suède, Suisse, Turquie.	400 €
<b>Groupe 2 : Pays du Sud-Méditerranée</b> Algérie ; Egypte ; Jordanie ; Liban ; Maroc ; Syrie ; Tunisie.	500 €
<b>Groupe 3 : Pays de l'Est Européen, de l'Asie Centrale et du golfe arabo-persique</b> Afghanistan, Arabie saoudite, Arménie ; Azerbaïdjan ; Bahreïn ; Biélorussie ; Émirats arabes unis ; Géorgie ; Iran ; Irak ; Israël ; Kazakhstan ; Koweït ; Kirgizstan ; Moldavie ; Qatar ; Russie, Tadjikistan, Ukraine, Oman ; Ouzbékistan ; Yémen.	700 €
<b>Groupe 4 : Pays d'Afrique</b> Afrique du Sud, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Centre Afrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe.	800 €
<b>Groupe 5 : Pays d'Asie, Océanie et d'Amérique du Nord</b> Bangladesh, Birmanie, Cambodge, Canada, Chine, Corée, Etats-Unis, Hong-Kong, Inde, Japon, Indonésie, Laos, Macao, Népal, Pakistan, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Taïwan, Thaïlande, Vietnam.	900 €
<b>Groupe 6 : Pays d'Amérique Latine et des Caraïbes</b> Argentine, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, Equateur, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Salvador, Suriname, Venezuela, Uruguay.	1 100 €

---

**Groupe 7 : Pays d'Océanie et du Pacifique**

Australie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie, Niue, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Timor oriental, Tonga, Tuvalu, Vanuatu 1 400 €

L'agent peut prétendre à un complément pris en charge par une autre structure :

- Pour les frais de transport dans la limite des frais exposés, justifiés.
- Pour les frais de séjour, dans la limite des taux ministériels des indemnités de missions à l'étranger, sur présentation de justificatifs par l'agent.

Lorsque l'agent en mission bénéficie d'une prestation gratuite ou en absence de justificatifs, qu'il s'agisse d'hébergement ou de repas, l'indemnité journalière est réduite au prorata des pourcentages suivants : 65% pour une nuitée ; 17,50% pour un repas.

Membres en exercice : 41

Votes : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstentions : 0

**Le Président,**

**Mathias BERNARD**

CLASSE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : CA UCA DELIBERATION  
2023-10-20-07

**Modalités de recours :** *En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur.*

TRANSMIS AU RECTEUR :

PUBLIE LE :